



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/1141
S/18212
9 juillet 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarantième session
Point 44 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante et unième année

Lettre datée du 9 juillet 1986, adressée au Secrétaire général par le
Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Me référant à la lettre du représentant du Gouvernement chypriote grec
(A/40/1139-S/18201), j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit.

Conformément à la pratique internationale, les manoeuvres "Premier
objectif-86" qui devaient avoir lieu dans les eaux territoriales turques ainsi que
dans les eaux internationales de la mer Egée et de la mer Méditerranée ont été
annoncées publiquement dans l'avis aux navigateurs No 146, 15 jours avant la date
prévue de l'exercice. Cet avis officiel des autorités turques a été diffusé sans
interruption et aurait donc dû être respecté par tous les navires croisant dans la
zone.

Pourtant, le 30 juin 1986, un navire chypriote grec baptisé "City of Limassol"
a pénétré dans la zone de manoeuvres No 91, se situant dans les eaux
internationales de la Méditerranée au large de la côte sud-ouest de la Turquie,
soit par négligence soit pour d'autres raisons. En pleine conformité avec les
règles internationales pertinentes, le contact a immédiatement été établi avec
ledit navire, pour lui rappeler que des exercices de tir avaient lieu dans la zone
ayant fait l'objet de l'avis et qu'il serait par conséquent hasardeux d'y
pénétrer. Le navire a reçu pour conseil de quitter, pour sa propre sécurité, la
zone où avaient lieu les manoeuvres.

Le bâtiment chypriote grec a ensuite quitté la zone signalée. Il n'a à aucun
moment été en danger par suite de l'exercice en cours.

Tel est le compte rendu de l'incident en question. Les allégations et
insinuations tendant à faire croire que le navire a été harcelé ou pris pour cible
sont dénuées de tout fondement. Ces allégations sont avancées pour dissimuler la
négligence du Gouvernement chypriote grec et visent à induire l'opinion publique

A/40/1141
S/18212
Français
Page 2

en erreur. La Turquie rejette par conséquent les accusations à caractère politique lancées à propos de cet incident.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de la quarantième session de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Erkan GEZER

